

FRONDE AU SEIN DU MOUVEMENT NAHDA

Challenge perdu des détracteurs de Dhouibi

Les détracteurs du secrétaire général du Mouvement Nahda n'ont pu tenir la session extraordinaire du conseil consultatif national prévue initialement hier.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Cette session convoquée par le président de cette instance devait traiter le conflit qui oppose, depuis des mois, le secrétaire général du mouvement à des cadres dont des membres du bureau national qui en ont démissionné. Sauf qu'elle n'a pu se tenir, hier mardi. Si pour Mohamed Dhouibi, «l'événement n'en est pas un, son équipe ayant mis le cap depuis quelques jours sur les élections locales prévues fin novembre prochain», pour Mohamed Hadibi, ce report est dû au fait que la commission installée lors de la dernière session ordinaire du conseil consultatif national du parti pour traiter de la gestion décriée du secrétaire général n'a pas encore achevé son travail. Une commission dont l'agenda ne semble nullement «effrayer»

Dhouibi qui soutenait, hier, vouer un «immense respect à ses membres pour leur majorité ayant un long parcours militant». «Ils m'ont écouté et je suis encore disponible à travailler avec eux et j'ai une confiance totale en eux», disait-il, non sans mettre l'action de ses détracteurs sur le compte d'une simple «opération de parasitage».

Dhouibi, qui affirme «ne pas craindre» une quelconque session extraordinaire du conseil consultatif du parti, confiant qu'il est du soutien dont il dit bénéficier de la «quasi-majorité» des membres de cette instance, déclare que lui et son équipe sont totalement engagés dans les préparatifs des prochaines élections locales avec, en vue, des listes communes avec le FJD et Binaa comme ce fut le cas lors des dernières élections législatives.

«Ils ont leurs partisans, une vingtaine tout au plus au sein du conseil consultatif national alors que la majorité des membres de l'instance me signifie toujours sa fidélité», déclarait-il en marge d'une réunion des présidents des bureaux de wilaya du parti consacrée aux prochaines élections locales (APC, APW), tenue il y a une quinzaine de jours.

Se déclarant «farouche partisan de l'alternance démocratique avec respect de ses règles et mécanismes», le secrétaire général du mouvement Nahda avoue sa «sérénité» quant à l'issue de cette session extraordinaire du conseil consultatif national. Ceci tout en exprimant son étonnement à l'égard de ce dernier qui, rappelle-t-il, avait lui-même signé les résolutions de la dernière session ordinaire de ladite instance, réitérant, notamment, «l'attachement de ses membres à la direction nationale du mouvement, ses instances et ses choix».



Dissensions au sein du parti de Mohamed Dhouibi.

Dhouibi a également réfuté l'accusation portée contre lui par ses détracteurs selon laquelle il agirait pour le compte d'une «secte issue de la vieille garde qui ne voudrait en aucun cas lâcher les rênes du mouvement». «Je suis disposé à appuyer toute volonté qui s'exprimerait au sein des nouvelles généra-

tions de militants et de cadres du mouvement pour gravir tous les postes de responsabilité, y compris celui de secrétaire général pour peu que l'on se plie aux règles du jeu que suppose l'exercice démocratique», affirme Dhouibi pour qui l'essentiel est dans l'aspect «politique».

M. K.

Photo : DR

SOUK AHRAS

Établissement de près de 2 700 actes de concession d'exploitation de terres agricoles

Pas moins de 2 686 actes de concession de terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat ont été établis jusqu'au mois d'août en cours dans la wilaya de Souk Ahras par l'Office national des terres agricoles (ONTA), a-t-on appris hier de son directeur, Zineddine Meziani.

Ce responsable a, dans une déclaration à l'APS, précisé que ces actes qui concernent une superficie totale de 65 516 hectares visent à «promouvoir l'investissement agricole» et à «faciliter le financement des activités agricoles», ajoutant que cette opération vient en application de la circulaire interministérielle n° 108 du 23 février 2011 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat.

Chapeautée par le ministère de tutelle, cette opération a également pour but de relancer le secteur de l'agriculture, d'atteindre l'autosuffisance pour certains produits et d'assurer la sérénité des agriculteurs en leur permettant — au titre de ces actes de concession — de bénéficier de différentes formes de soutien à l'instar du «crédit R'fig» et du «crédit Ettahadi» ou encore faire l'acquisition de matériel d'irrigation, a-t-il ajouté.

Dans un autre registre, M. Meziani a fait savoir qu'un périmètre a été récemment proposé pour la création de nouveaux investissements, ce qui a donné lieu à l'établissement de 68 actes de concession d'une superficie totale de 159 hectares dans la mechta Zehila, dans la commune d'Ouled-Idriss, et qui sera essentiellement consacrée à la culture de la cerise.

Afin de satisfaire les besoins en eau de la culture de ce fruit, les travaux de forage d'un premier puits viennent d'être lancés dans la région de El Melz et qui sera destiné à l'irrigation de 350 000 hectares de cerisaie.

Il est à noter que la wilaya de Souk Ahras jouit d'un potentiel agricole remarquable, à l'exemple de la culture de la figue de Barbarie dans la commune de Sidi-Fredj, de la cerise et de la figue dans la commune d'Ouled-Idriss mais également de la culture du safran dans cette même commune, lancée début 2016 à titre de première expérience visant à diversifier les activités agricoles créatrices de richesses et de postes d'emploi.

De leur côté, les responsables de la DSA ont révélé que pas moins de 76 agriculteurs ont dernièrement bénéficié de décisions d'exploitation de périmètres agricoles dans la région de El Melz dans la commune de Ouled-Idriss.

Cette région, connue pour sa riche production de cerises, verra ses agriculteurs planter une superficie additionnelle de 191 hectares de ce fruit.

APS

INTERDITE À LA PÊCHE

La sardine de petite dimension sévit sur les marchés

Le prix de la sardine continue à s'envoler sur les étals des marchés et poissonneries du pays. Pourtant, cette sardine est de petite dimension, donc interdite à la pêche et à la vente par la loi.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Autrefois réputée être le poisson du pauvre, la sardine frôle aujourd'hui des prix exorbitants sur les étals des marchés et poissonneries. Il y a quelques mois, son prix avait atteint les 700 dinars le kilogramme s'alignant ainsi avec celui du kilo d'escalope de dinde ou de poulet.

Actuellement, durant la saison estivale, son prix oscille entre 250 et 500 dinars. Une période où, justement, elle ne devrait pas être pêchée en raison de son repos biologique pour la reproduction de l'espèce. La preuve : la marchandise exposée sur les étals est de petite dimension et, visiblement, ce poisson n'a pas encore atteint l'âge adulte autorisé à la pêche.

Justement, le Syndicat national des marins-pêcheurs et poissonniers tire la sonnette d'alarme sur ce qu'il a qualifié de «pêche catastrophique» sur les côtes algériennes.

Son président, Hocine Bellout, rappelle, à cet effet, le décret exécutif du 24 mai 2004 qui stipule que celui qui pêche la sardine de moins de onze centimètres est en infraction. «Les lois existent mais elles ne sont jamais respectées ni par les pêcheurs, ni par l'administration, ni par les vétérinaires», dit-il.

Précisant qu'une sardine à moins de onze centimètres porte en son ventre 1,5 million d'œufs, il assure que sa pêche contribue à une destruction massive de l'espèce.

Et pourtant, des milliers de caisses de sardines minuscules continuent à envahir les pêcheries et à être écoulées sur les marchés au vu et au su de tout le monde.

En l'absence d'une police de la pêche pour assurer le contrôle des ports et de l'activité des pêcheurs, cette mission incombe donc aux gardes-côtes.

«Si ce n'est la complicité des gardes-côtes, comment expliquer, alors, la circulation de la sardine de moins de onze centimètres sur nos marchés ?» s'interroge le président du Syndicat national des marins-pêcheurs et poissonniers qui ne manque pas d'accuser également les services vétérinaires des pêcheries.

Dénonçant le «laissez-aller» des gardes-côtes, des services vétérinaires des pêcheries, des directions de pêche, et même de la Chambre de pêche, il assure qu'aujourd'hui, «la sardine est en voie d'extinction et ce, depuis dix ans. Il y a quinze ans, nous pêchions 23 000 tonnes de sardines par an. Aujourd'hui, nous en sommes à 72 000 tonnes de sardines par an».

Hocine Bellout dénonce également la pêche à la dynamite

sur les côtes d'Oran à Ghazaouet ainsi que celle où l'on utilise des types de filets interdits tels que les filets dérivants, les filets invisibles et les filets à quatre bras.

Il évoque également le non-respect de la période de repos biologique comprise entre le mois de mai et celui de septembre. «Durant ces quatre mois, les pêcheurs continuent à pêcher durant cette période sans qu'ils soient rappelés à l'ordre», regrette-t-il.

Quant à la pollution des côtes algériennes, il affirme qu'elle a touché nombre de variétés de poissons notamment la sardine qui est «très sensible à la pollution», les moules et les fruits de mer. Il rappelle qu'en 2007, cinquante tonnes de moules ont été jetées par le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture de Bousmaïl, à l'ouest d'Alger, pour cause de pollution.

Ry. N.

SITUATION SÉCURITAIRE

Découverte d'un atelier de fabrication d'explosifs et huit casemates pour terroristes à Tipasa

Un atelier de fabrication d'explosifs et huit casemates pour terroristes, contenant une quantité d'armes et de munitions, ont été découverts lundi à Tipasa par un détachement de l'Armée nationale populaire «grâce à l'exploitation efficace de renseignements», a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 14 août 2017, à Tipasa (1^{re} Région militaire) un ate-

lier de fabrication d'explosifs et huit casemates pour terroristes, contenant six fusils semi-automatique de type Simonov, une mitrailleuse de type RPK, un fusil à pompe, un fusil de chasse, un mortier, huit paires de jumelles, ainsi qu'une importante quantité de munitions et des outils de détonation», précise la même source.

Dans le même contexte et lors d'une opération de fouille et de recherche menée à Bouira (1^{re} Région militaire), un détachement de l'ANP «a découvert le cadavre du terroriste dénommé B. Mohamed, enterré près d'une casemate pour terroristes contenant sept téléphones portables et une quantité de médicaments et de subsistances de vivre».

Un autre détachement «a détruit deux bombes de confection artisanale à Médéa».

Par ailleurs, et dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des gardes-frontières «ont appréhendé, à Tlemcen (2^e Région militaire), un narcotraquant en possession de 115 kilogrammes de kif traité, tandis que plus de 100 grammes de cocaïne ont été saisis à Oran».

En outre, des détachements de l'ANP «ont arrêté à Tamanrasset et Bordj-Badji-Mokhtar (6^e Région militaire) «13 contrebandiers de nationalités africaines et saisi en leur possession des appareils d'orpaillage et un téléphone satellitaire, tandis que 13 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen, Adrar et Béchar», conclut le communiqué du MDN.

APS